Burundi : stratégies pour augmenter le volume de l'aide

@rib News, 10/08/2012 â€“ Source XinhuaLe Burundi doit adopter des mesures appropriÃ©es pour augmenter le volume de l'aide et pour renforcer son efficacitÃ©, indique une Ã©tude sur l'analyse de l'aide budgÃ©taire dont bÃ©nÃ©ficie le pays, dont le travaux ont Ã©tÃ© restituÃ©s vendredi.Â«Â Sortant d'un long conflit, le pays se trouve dans une phase cruciale de redressement Ã©conomique impliquant des ressources accrues pour une vÃ©ritable mutation de son tissu Ã©conomique tel que prÃ´nÃ© par le Cadre StratÃ©gique de Croissance et de Lutte contre la PauvretÃ©, 2e gÃ©nÃ©ration et doit, Ã cet effet, adopter des mesures appropriÃ©es non seulement pour augmenter le volume de l'aide, mais aussi et surtout pour renforcer son efficacitÃ©Â Â», a soulignÃ© le professeur Gilbert Niyongabo, consultant de l'Observatoire de l'Action Gouvernementale qui a commanditÃ© cette Ã©tude.
Le consultant fait Ã cet effet une sÃ©rie de recommandations Ã la fois Ã l'endroit du gouvernement et des bailleurs pour l'obtention de cette aide en quantitÃ© suffisante et pour sa gestion.Au gouvernement du Burundi, il recommande que dans l'immÃ©diat, il entreprenne la mise en Å“uvre des mesures ciblÃ©es sur l'amÃ©lioration du score, qui dit-il, est une rÃ©fÃ©rence pratiquement incontournable par presque tous les bailleurs de fonds.Cela implique une maÃ®trise par l'administration des diffÃ©rents critÃ¨res utilisÃ©s par la Banque Mondiale ; une coordination opÃ©rationnelle pour un suivi rigoureux et une production rÃ©guliÃ¨re des rapports des progrÃ¨s accomplis oÃ¹ des contraintes dÃ©jÃ surmontÃ©es.Il lui recommande Ã©galement le renforcement des capacitÃ©s en termes d'exÃ©cution des projets pour des meilleurs impacts des programmes financÃ©s sur fonds publics.Â«Â Les capacitÃ©s d'absorption mÃ©ritent Ã cet Ã©gard une attention particuliÃ¨re dans la mesure oÃ¹ de plus en plus, certains bailleurs de fonds accordent la prioritÃ© aux pays ayant prouvÃ© des taux de dÃ©caissement les plus performantsÂ Â», a expliquÃ© le professeur G. Niyongabo.Les autoritÃ©s du Burundi devraient Ã©galement faire mÃ©ticuleusement une analyse de la faisabilitÃ© des conventions de financement afin de garantir le strict respect des engagements qu'elles renferment.Â«Â La non-exÃ©cution des rÃ©formes, nÃ©gociÃ©es souvent sous forme de conditionnalitÃ© est Ã l'origine de nombreux retards dans le dÃ©caissement des appuis budgÃ©taires. Pour Ã©viter cet Ã©cueil, il est utile que le gouvernement puisse adopter des mesures appropriÃ©es pour ne retenir que des engagements ayant un degrÃ© de certitude Ã©levÃ© quant Ã leur aspect", a ajoutÃ© le consultant.Il recommande aussi au gouvernement de faire un suivi serrÃ© des mesures nÃ©gociÃ©es et acceptÃ©es pour que leur rÃ©alisation puisse intervenir dans les dÃ©lais convenus.Enfin, il est recommandÃ© au gouvernement du Burundi de diversifier les sources de financement en s'inscrivant progressivement dans la logique dynamique des pays Ã©mergents.Aux bailleurs de fonds, le consultant Niyongabo recommande de bien respecter les engagements issus de la DÃ©claration de Paris en ce qi concerne le recours systÃ©matique aux structures du pays et Ã l'expertise nationale.